

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2007 — 3118

[C — 2007/15099]

3 JUIN 2007. — Loi portant assentiment à la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République d'Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de Justice des Communautés européennes, faite à Luxembourg le 14 avril 2005 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. La Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République d'Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de Justice des Communautés européennes, faite à Luxembourg le 14 avril 2005, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
K. DE GUCHT

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2006-2007.*

Sénat.

Documents. — Projet de loi déposé le 8 mars 2007, n° 3-2116/1. — Rapport, n° 3-2116/2.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 29 mars 2007.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 51-3048/1. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 51-3048/2.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 19 avril 2007.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2007 — 3118

[C — 2007/15099]

3 JUNI 2007. — Wet houdende instemming met het Verdrag inzake de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, ter ondertekening opgesteld te Rome op 19 juni 1980, en tot het Eerste en het Tweede Protocol betreffende de uitlegging ervan door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, gedaan te Luxemburg op 14 april 2005 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Verdrag inzake de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, ter ondertekening opgesteld te Rome op 19 juni 1980, en tot het Eerste en het Tweede Protocol betreffende de uitlegging ervan door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, gedaan te Luxemburg op 14 april 2005, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 juni 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
K. DE GUCHT

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2006-2007.*

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 8 maart 2007, nr. 3-2116/1. — Verslag, nr. 3-2116/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 29 maart 2007.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 51-3048/1. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 51-3048/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en stemming. Vergadering van 19 april 2007.

Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République d'Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux premier et deuxième protocoles concernant son interprétation par la Cour de Justice des Communautés européennes, faite à Luxembourg le 14 avril 2005

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE,

Compte tenu de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République d'Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne, et notamment de son article 5, paragraphe 2,

Rappelant que, en adhérant à l'Union européenne, les nouveaux Etats membres se sont engagés à adhérer à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'au premier et au deuxième protocoles concernant son interprétation par la Cour de Justice, tels que modifiés par la convention relative à l'adhésion de la République hellénique, signée à Luxembourg le 10 avril 1984, par la Convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, signée à Funchal le 18 mai 1992, et par la Convention relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède, signée à Bruxelles le 29 novembre 1996,

sont convenues des dispositions qui suivent :

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

La République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République d'Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie et la République slovaque adhèrent :

a) à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980 et ci-après dénommée « convention de 1980 », telle qu'elle résulte des adaptations et modifications y apportées par :

— la Convention, signée à Luxembourg le 10 avril 1984 et ci-après dénommée « convention de 1984 », relative à l'adhésion de la République hellénique à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles;

— la Convention, signée à Funchal le 18 mai 1992 et ci-après dénommée « convention de 1992 », relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles;

— la Convention, signée à Bruxelles le 29 novembre 1996 et ci-après dénommée « convention de 1996 », relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles;

b) au premier protocole, signé le 19 décembre 1988 et ci-après dénommé « Premier Protocole de 1988 », concernant l'interprétation par la Cour de Justice des Communautés européennes de la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, tel qu'il résulte des adaptations et modifications y apportées par la convention de 1992 et la convention de 1996;

c) au deuxième protocole, signé le 19 décembre 1988 et ci-après dénommé « deuxième protocole de 1988 », attribuant à la Cour de Justice des Communautés européennes certaines compétences en matière d'interprétation de la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles.

Verdrag inzake de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, ter ondertekening opengesteld te Rome op 19 juni 1980, en tot het Eerste en het Tweede Protocol betreffende de uitlegging ervan door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, gedaan te Luxemburg op 14 april 2005

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN BIJ HET VERDRAG TOT OPRICHTING VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP,

Indachtig de Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek en de aanpassingen van de verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, en met name artikel 5, lid 2,

Memorerend dat de nieuwe lidstaten, door lid te worden van de Europese Unie, zich verplicht hebben om toe te treden tot het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, ter ondertekening opengesteld te Rome op 19 juni 1980, en tot het Eerste en het Tweede Protocol betreffende de uitlegging ervan door het Hof van Justitie, zoals gewijzigd bij het te Luxemburg op 10 april 1984 ondertekende Verdrag betreffende de toetreding van de Helleense Republiek, bij het te Funchal op 18 mei 1992 ondertekende Verdrag betreffende de toetreding van het Koninkrijk Spanje en de Portugese Republiek en bij het te Brussel op 29 november 1996 ondertekende Verdrag betreffende de toetreding van de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden,

zijn overeengekomen hetgeen volgt :

TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1

De Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek treden toe tot :

a) het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, ter ondertekening opengesteld te Rome op 19 juni 1980, hierna « Verdrag van 1980 » te noemen, met de aanpassingen en wijzigingen die daarin zijn aangebracht :

— bij het op 10 april 1984 te Luxemburg ondertekende Verdrag, hierna « Verdrag van 1984 » te noemen, betreffende de toetreding van de Helleense Republiek tot het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst;

— bij het op 18 mei 1992 te Funchal ondertekende Verdrag, hierna « Verdrag van 1992 » te noemen, betreffende de toetreding van het Koninkrijk Spanje en de Portugese Republiek tot het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst;

— bij het op 29 november 1996 te Brussel ondertekende Verdrag, hierna « Verdrag van 1996 » te noemen, betreffende de toetreding van de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst;

b) het op 19 december 1988 ondertekende Eerste Protocol, hierna « Eerste Protocol van 1988 » te noemen, betreffende de uitlegging door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen van het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, met alle aanpassingen en wijzigingen die daarin zijn aangebracht bij het Verdrag van 1992 en het Verdrag van 1996;

c) het op 19 december 1988 ondertekende Tweede Protocol, hierna « Tweede Protocol van 1988 » te noemen, waarbij aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen bepaalde bevoegdheden worden toegekend inzake de uitlegging van het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst.

TITRE II. — ADAPTATIONS DU PREMIER PROTOCOLE DE 1988

TITEL II. — AANPASSINGEN IN HET EERSTE PROTOCOL VAN 1988

Article 2

Artikel 2

Les tirets suivants sont insérés à l'article 2, point a):

a) entre le premier et le deuxième tirets:

– en République tchèque:

Nejvyšší soud České republiky

Nejvyšší správní soud

b) entre le troisième et le quatrième tirets:

– en Estonie:

Riigikohus

c) entre le huitième et le neuvième tirets:

– à Chypre:

Ανώτατο Δικαστήριο

– en Lettonie:

Augstākās Tiesas Senāts

– en Lituanie:

Lietuvos Aukščiausiasis Teismas

Lietuvos vyriausiasis administracinis teismas

d) entre le neuvième et le dixième tirets:

– en Hongrie:

Legfelsőbb Bíróság

– à Malte:

Qorti ta' l-Appell

e) entre le onzième et le douzième tirets:

– en Pologne:

Sąd Najwyższy

Naczelny Sąd Administracyjny

f) entre le douzième et le treizième tirets:

– en Slovénie:

Ustavno sodišče Republike Slovenije

Vrhovno sodišče Republike Slovenije

– en Slovaquie:

Najvyšší súd Slovenskej republiky

De volgende streepjes worden ingevoegd in artikel 2, onder a):

a) tussen het eerste en het tweede streepje:

– in de Tsjechische Republiek

Nejvyšší soud České republiky

Nejvyšší správní soud

b) tussen het derde en het vierde streepje:

– in Estland

Riigikohus

c) tussen het 8e en het 9e streepje:

- in Cyprus:

Ανώτατο Δικαστήριο

- in Letland:

Augstākās Tiesas Senāts

- in Litouwen:

Lietuvos Aukščiausiasis Teismas

Lietuvos vyriausiasis administracinis teismas

d) tussen het 9e en het 10e streepje:

- in Hongarije:

Legfelsőbb Bíróság

- in Malta:

Qorti ta' l-Appell

e) tussen het 11e en het 12e streepje:

- in Polen:

Sąd Najwyższy

Naczelny Sąd Administracyjny

f) tussen het 12e en het 13e streepje:

- in Slovenië:

Ustavno sodišče Republike Slovenije

Vrhovno sodišče Republike Slovenije

- in Slowakije:

Najvyšší súd Slovenskej republiky

TITRE III. — DISPOSITIONS FINALES

Article 3

1. Le Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne remet aux gouvernements de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République d'Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque une copie certifiée conforme de la convention de 1980, de la convention de 1984, du premier protocole de 1988, du deuxième protocole de 1988, de la convention de 1992 et de la convention de 1996, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, finnoise, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise et suédoise.

2. Les textes de la convention de 1980, de la convention de 1984, du premier protocole de 1988, du deuxième protocole de 1988, de la convention de 1992 et de la convention de 1996, en langues estonienne, hongroise, lettone, lituanienne, maltaise, polonaise, slovaque, slovène et tchèque, font foi dans les mêmes conditions que les autres textes de la Convention de 1980, de la Convention de 1984, du premier protocole de 1988, du Deuxième Protocole de 1988, de la Convention de 1992 et de la Convention de 1996.

Article 4

La présente convention est ratifiée par les Etats signataires. Les instruments de ratification sont déposés auprès du secrétaire général du Conseil de l'Union européenne.

Article 5

1. La présente convention entre en vigueur, dans les rapports entre les Etats qui l'ont ratifiée, le premier jour du troisième mois suivant le dépôt du deuxième instrument de ratification.

2. La présente convention entre en vigueur, pour chaque Etat signataire qui la ratifie ultérieurement, le premier jour du troisième mois suivant le dépôt de son instrument de ratification.

Article 6

Le secrétaire général du Conseil de l'Union européenne notifie aux Etats signataires :

- a) le dépôt de tout instrument de ratification;
- b) les dates d'entrée en vigueur de la présente convention pour les Etats contractants.

Article 7

La présente convention, rédigée en un exemplaire unique en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, irlandaise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, les vingt et un textes faisant également foi, est déposée dans les archives du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne. Le Secrétaire général en remet une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des Etats signataires.

Fait à Luxembourg, le 14 avril 2005.

TITEL III. — SLOTBEPALINGEN

Artikel 3

1. De secretaris-generaal van de Raad van de Europese Unie zendt aan de regeringen van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Slowaakse Republiek en de Republiek Slovenië, een voor eensluitend gewaarmerkt afschrift in de Spaanse, de Deense, de Duitse, de Griekse, de Engelse, de Franse, de Italiaanse, de Nederlandse, de Portugese, de Finse en de Zweedse taal van het Verdrag van 1980, het Verdrag van 1984, het Eerste Protocol van 1988, het Tweede Protocol van 1988, het Verdrag van 1992 en het Verdrag van 1996.

2. De teksten van het Verdrag van 1980, het Verdrag van 1984, het Eerste Protocol van 1988, het Tweede Protocol van 1988, het Verdrag van 1992 en het Verdrag van 1996 in de Tsjechische, de Estse, de Hongaarse, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Slowaakse en de Sloveense taal zijn op gelijke wijze authentiek als de overige teksten van het Verdrag van 1980, het Verdrag van 1984, het Eerste Protocol van 1988, het Tweede Protocol van 1988, het Verdrag van 1992 en het Verdrag van 1996.

Artikel 4

Dit Verdrag wordt door de ondertekenende staten bekrachtigd. De akten van bekrachtiging worden nedergelegd bij de secretaris-generaal van de Raad van de Europese Unie.

Artikel 5

1. Dit Verdrag treedt, tussen de staten die het bekrachtigd hebben, in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op de nederlegging van de tweede akte van bekrachtiging.

2. Vervolgens treedt dit Verdrag voor iedere ondertekenende staat die het daarna bekrachtigt, in werking op de eerste dag van de derde maand volgend op de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging.

Artikel 6

De secretaris-generaal van de Raad van de Europese Unie stelt de ondertekenende staten in kennis van :

- a) de nederlegging van elke akte van bekrachtiging;
- b) de data van inwerkingtreding van dit Verdrag voor de verdrag-sluitende staten.

Artikel 7

Dit Verdrag, opgesteld in één exemplaar in de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Ierse, de Italiaanse, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische en de Zweedse taal, welke eenentwintig teksten gelijkelijk authentiek zijn, zal worden nedergelegd in het archief van het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie. De secretaris-generaal zendt een voor eensluitend gewaarmerkt afschrift daarvan toe aan de regering van elke ondertekenende staat.

Gedaan te Luxembourg, 14 april 2005.

Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République d'Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de Justice des Communautés européennes, faite à Luxembourg le 14 avril 2005

Etats	Date authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur
ALLEMAGNE	14/04/2005	Ratification	08/08/2006	01/11/2006
AUTRICHE	14/04/2005	Ratification	25/08/2006	01/11/2006
BELGIQUE	14/04/2005	Ratification	25/06/2007	01/09/2007
CHYPRE	14/04/2005	Ratification	23/08/2006	01/11/2006
DANEMARK	14/04/2005	Ratification		
ESPAGNE	14/04/2005	Ratification	29/06/2007	01/09/2007
ESTONIE	14/04/2005	Ratification	11/07/2006	01/10/2006
FINLANDE	14/04/2005	Ratification	26/06/2006	01/09/2006
FRANCE	14/04/2005	Ratification		

Etats	Date authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur
ROYAUME UNI	14/04/2005	Ratification		
GRECE	14/04/2005	Ratification	09/11/2006	01/02/2007
HONGRIE	14/04/2005	Ratification	09/03/2006	01/06/2006
IRLANDE	14/04/2005	Ratification		
ITALIE	14/04/2005	Ratification	06/02/2007	01/05/2007
LETTONIE	14/04/2005	Ratification	26/01/2006	01/05/2006
LITUANIE	14/04/2005	Ratification	22/09/2006	01/12/2006
LUXEMBOURG	14/04/2005	Ratification	28/07/2006	01/10/2006
MALTE	14/04/2005	Ratification	02/10/2006	01/01/2007
PAYS-BAS	14/04/2005	Ratification	13/02/2006	01/05/2006
POLOGNE	14/04/2005	Ratification	10/05/2007	01/08/2007
PORTUGAL	14/04/2005	Ratification	09/02/2007	01/05/2007
SLOVAQUIE	14/04/2005	Ratification	10/05/2006	01/08/2006
SLOVENIE	14/04/2005	Ratification	02/02/2006	01/05/2006
SUEDE	14/04/2005	Ratification	13/02/2006	01/05/2006
TCHEQUE REP.	14/04/2005	Ratification	06/04/2006	01/07/2006

Verdrag inzake de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst, ter ondertekening opengesteld te Rome op 19 juni 1980, en tot het Eerste en het Tweede Protocol betreffende de uitlegging ervan door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, gedaan te Luxemburg op 14 april 2005

Staten	Datum authentificatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
BELGIE	14/04/2005	Bekrachtiging	25/06/2007	01/09/2007
CYPRUS	14/04/2005	Bekrachtiging	23/08/2006	01/11/2006
DENEMARKEN	14/04/2005	Bekrachtiging		
DUITSLAND	14/04/2005	Bekrachtiging	08/08/2006	01/11/2006
ESTLAND	14/04/2005	Bekrachtiging	11/07/2006	01/10/2006
FINLAND	14/04/2005	Bekrachtiging	26/06/2006	01/09/2006
FRANKRIJK	14/04/2005	Bekrachtiging		
GRIEKENLAND	14/04/2005	Bekrachtiging	09/11/2006	01/02/2007
VERENIGD KONINKRIJK	14/04/2005	Bekrachtiging		
HONGARIJE	14/04/2005	Bekrachtiging	09/03/2006	01/06/2006
IERLAND	14/04/2005	Bekrachtiging		
ITALIE	14/04/2005	Bekrachtiging	06/02/2007	01/05/2007
LETLAND	14/04/2005	Bekrachtiging	26/01/2006	01/05/2006
LITOUWEN	14/04/2005	Bekrachtiging	22/09/2006	01/12/2006
LUXEMBURG	14/04/2005	Bekrachtiging	28/07/2006	01/10/2006
MALTA	14/04/2005	Bekrachtiging	02/10/2006	01/01/2007
NEDERLAND	14/04/2005	Bekrachtiging	13/02/2006	01/05/2006
OOSTENRIJK	14/04/2005	Bekrachtiging	25/08/2006	01/11/2006
POLEN	14/04/2005	Bekrachtiging	10/05/2007	01/08/2007
PORTUGAL	14/04/2005	Bekrachtiging	09/02/2007	01/05/2007
SLOVAKIJE	14/04/2005	Bekrachtiging	10/05/2006	01/08/2006
SLOVENIE	14/04/2005	Bekrachtiging	02/02/2006	01/05/2006
SPANJE	14/04/2005	Bekrachtiging	29/06/2007	01/09/2007
TSJECHISCHE REP.	14/04/2005	Bekrachtiging	06/04/2006	01/07/2006
ZWEDEN	14/04/2005	Bekrachtiging	13/02/2006	01/05/2006